

Vers la cantonisation du Kurdistan irakien ?

Chris Kutschera

Les deux principaux partis kurdes irakiens sont liés depuis septembre 1998 par un accord conclu sous les auspices des Etats-Unis et qui entendait mettre fin à une lutte meurtrière entre eux. Mais si les armes se sont tues, la zone autonome kurde reste fractionnée par le combat des chefs. Reportage.

La scène se passe dans la caserne Salam, une énorme forteresse en béton de plus de 186 pièces, l'ancien QG de la première division irakienne devenu le QG de Jelal Talabani. Penché sur une maquette de la région du Kurdistan s'étendant entre Kirkouk et Souleimania, le général Jabar Femand, commandant en chef adjoint des forces militaires de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), contemple la distance qui sépare Souleimania de Kirkouk: quelque huit petits carreaux représentant chacun dix kilomètres, soit, à vol d'oiseau, quatre-vingts kilomètres. Presque rien. Sur cette maquette, les montagnes et les vallées qui séparent les forces kurdes du coeur pétrolier de l'Irak ne semblent pas constituer des obstacles infranchissables. Mais le rêve qui hante les insomnies de Jelal Talabani depuis plus de trente ans — réussir le coup de main qui permettra de s'emparer de Kirkouk et de ses gisements de pétrole —, risque fort de demeurer un mirage, s'éloignant un peu plus chaque fois que l'on croit l'approcher, car les obstacles qui se dressent devant les rêves des Kurdes sont bien plus redoutables que les montagnes du Kurdistan: ni la Turquie, ni l'Iran, pour ne mentionner qu'eux, ne laisseront les Kurdes s'emparer des puits de pétrole de Kirkouk — de ce qui concrétiserait leur véritable indépendance...

En attendant, Jelal Talabani prépare ses troupes. Sous le commandement de Jabar Femand, un Kurde chiite né en 1942 à Khanakin qui a fait des études de physique à Bagdad, les anciens pechmergas se sont

professionnalisés: les anciens «combattants de la liberté» sont devenus de vrais soldats, dotés d'uniformes et de grades identiques à ceux de l'armée irakienne, et répartis dans des unités d'infanterie, de bataillons d'artillerie, d'unités anti-chars équipées de RPG-7 et de tubes de 106 mm, et de bataillons de mini-katyouchas, «achetés avec nos dollars» précisera Arslan Baiez, un dirigeant de l'UPK, pour couper court aux allégations selon lesquelles il s'agirait d'un cadeau des Iraniens... Mais tout en montrant fièrement sa nouvelle armée, Jabar Ferman est parfaitement conscient que le rapport des forces avec Bagdad est inégal : *«Tous les pays qui nous entourent refusent de nous laisser nous procurer de bonnes armes qui feraient la différence»...*

En fait, mais cela personne ne le dit, ces armes nouvelles qui s'accroissent au Kurdistan sont essentiellement destinées à être utilisées contre... des adversaires kurdes: depuis la signature des accords de Washington par l'UPK et par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani en septembre 1998, la situation est restée très tendue entre les deux partis. Aucun des points de l'accord n'a eu un début d'application: ni le partage des revenus des douanes, ni la réunion du Parlement kurde, ni la formation d'un nouveau gouvernement, qui devaient s'échelonner entre le 1er octobre 1998 et le 1er mars 1999, en prévision de l'organisation de nouvelles élections... élections que tout le monde s'accorde à considérer comme impossibles dans les circonstances actuelles.

La rencontre au sommet qui avait eu lieu à Salahadin début 1999 avait laissé espérer un déblocage: mise à part leur rencontre à Washington en septembre 1998, c'était la première fois que les deux leaders kurdes se voyaient face à face depuis quatre ans! La rencontre s'était déroulée dans une atmosphère relativement détendue, et Jelal Talabani était reparti suivi de deux camions transportant plusieurs mètres cubes de billets de banques : l'équivalent de soixante millions de dinars irakiens (du Kurdistan, au taux de 20 dinars pour un dollar), dont un million de dollars en billets de 100 dollars US, et quarante millions de dinars en coupures de 5 et 10 dinars irakiens. Cette somme correspondait, selon le PDK, à quatre mensualités de 15 millions de dinars, la part de l'UPK sur les revenus des douanes. Mais l'UPK réclame 50 millions par mois!

Mais cette rencontre est restée sans lendemain, et la normalisation de la situation est au point mort: le bureau que chaque parti devait ouvrir de l'autre côté est resté un projet sans lendemain. Dans chaque zone, plus de 70 000 personnes déplacées vivent dans des conditions

scandaleuses, victimes du «nettoyage idéologique»: il n'est plus possible pour une famille dont un membre travaillait pour le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de continuer de vivre dans une zone contrôlée par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), et inversement... De part et d'autre, les maisons abandonnées ont été pillées et occupées par des «squatters» — souvent membres des nomenklaturas des deux partis. Et le début de retour de quelques dizaines de familles non «marquées» par leur appartenance partisane n'a pas eu lieu...

Non application par l'UPK de la clause concernant l'exclusion de son territoire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), non application par le PDK de la clause concernant le partage des revenus des douanes, polémique entre les deux partis sur les «véritables résultats» des élections de 1992 sur la base desquels doit être réuni le Parlement kurde... les deux partis ne cessent de se renvoyer la responsabilité de l'échec des accords de Washington, qui ne sont pas morts, mais «gelés» ou «en suspens».

En fait, on a l'impression, après une longue enquête au Kurdistan, que le statu quo profite au PDK, qui contrôle la plus grande partie du territoire du Kurdistan libre, le gouvernorat de Dohok et celui d'Erbil, la «capitale», soit 1,8 million d'habitants, tandis que l'UPK ne contrôle plus depuis le 31 août 1996 que le gouvernorat de Souleimania soit 1,5 million d'habitants. Et surtout, le PDK contrôle la frontière avec la Turquie, et les fructueux revenus des douanes du poste d'Ibrahim Khalil (environ un million de dollars par jour). Le «Barzaniland» est nettement plus prospère que le «Talabaniland»: autant le réseau routier est impeccablement entretenu dans la zone PDK, autant les routes sont en mauvais état dans la zone UPK... Le gouvernement d'Erbil paie ses fonctionnaires régulièrement, alors qu'à Souleimania instituteurs et retraités ont manifesté à plusieurs reprises dans la rue pour protester contre des retards de plusieurs mois. Et les habitants de Souleimania ne cachent pas leur jalousie devant la prospérité (relative) d'Erbil et surtout de Dohok.

Pourquoi, alors, après plusieurs rounds de batailles meurtrières mais sans résultats décisifs, ne pas se satisfaire d'un statu quo qui fait la part belle au PDK et qui rappelle l'existence des «cantons» au Liban à une époque récente? Sami Abderrahman, membre du bureau politique du PDK et chef de la délégation du PDK à Washington, l'évoque assez ouvertement en affirmant que *«les gens ne veulent plus d'un gouvernement centralisé comme avant»*, et que la *«situation qui prévaut au Kurdistan est unique, avec Erbil, capitale historique, Souleimania, capitale*

culturelle, et Dohok, ville qui monte; aussi serait-il mieux d'avoir une administration souple: personne ne veut d'une administration centrale rigide».

D'autres responsables du PDK évoquent librement l'existence d'une «fédération dans la fédération» — une fédération de provinces kurdes dans un Irak fédéral : «*Les Arabes ont bien 22 gouvernements, dit en plaisantant à demi Failak Eddine, un des conseillers de Massoud Barzani, alors pourquoi les Kurdes n'en auraient-ils pas deux*»? Cette solution a l'avantage de doubler les postes — il y a désormais deux Premiers ministres au Kurdistan, l'un à Erbil, l'autre à Souleimania, et tous les postes (ministres, responsables militaires, représentants à l'étranger, etc.) sont multipliés par deux, avec les avantages financiers qui en découlent... Mais Massoud Barzani, lui, est très clair et catégorique: «*Il est impossible d'accepter que le Kurdistan soit divisé; c'est une situation temporaire, et elle sera résolue*».

Théoriquement, l'UPK peut difficilement être soupçonnée de vouloir maintenir le statu quo: la perte d'Erbil, après le coup de main du PDK et de l'armée irakienne, le 31 août 1996, est ressentie comme un affront personnel par Jelal Talabani et Kosrat Rasoul, le premier ministre de l'UPK. Et les responsables de l'UPK sont convaincus avec Jabar Femand que «*s'ils n'étaient pas soutenus par une puissance étrangère (comprendre la Turquie), je les renverrais en dix jours au-delà de la rivière Candil*» — dans le Badinan, loin d'Erbil !

Les dirigeants de l'UPK ont-ils compris que les trois pays de la région intervenant directement dans les affaires du Kurdistan — l'Iran, l'Irak et la Turquie — ne laisseront aucun camp contrôler l'ensemble du Kurdistan et mettre sur pied une véritable administration kurde, préférant entretenir une instabilité contrôlée? Ce n'est pas sûr. Massoud Barzani et les dirigeants du PDK accusent Jelal Talabani de nourrir de noirs dessins avec la complicité des Iraniens et des divisions Bader des chiites irakiens de Mohammed Baker al-Hakim, basées en Iran.

En fait, Jelal Talabani, qui s'est fait confisquer son passeport par les autorités de Téhéran, sait à quoi s'en tenir sur l'importance de l'aide qu'il peut attendre des Iraniens : tout au plus une certaine intensification des échanges commerciaux et des facilités de transit. Et on a l'impression que Jelal Talabani porte plus ses regards et ses espoirs sur Bagdad, pariant en même temps sur la chute du régime de Saddam Hussein et... sur un arrangement avec le dictateur de Bagdad.

Officiellement, Jelal Talabani se dit très satisfait par les dernières initiatives américaines et en particulier par la décision du Congrès

d'adopter l'«Iraq National Liberation Act», contresigné par le président Clinton. Mais ses lieutenants ne cachent pas leurs doutes sur les plans américains — des doutes qui rejoignent étrangement ceux du PDK ! *«Laisser l'opposition irakienne avoir une base au Kurdistan serait une grave erreur ; ce qui vient de se passer au Kosovo pourrait se répéter ici»*, déclare Jabar Femand. *«Nous n'allons pas répéter cette erreur. Nous serons disposés à participer quand les Américains nous donneront la preuve qu'ils ont un bon plan pour renverser Saddam Hussein — et quand ils nous diront quels sont leurs plans pour défendre le Kurdistan. Il faut aussi qu'ils nous donnent des armes qui nous permettent de nous défendre, de la DCA, des missiles SAM-7 ou Stinger, des missiles anti-chars, et des fonds pour augmenter les effectifs de nos pechmergas. Nous n'avons pas besoin de GIS, mais d'armes pour les batailles de ce siècle»*.

Et si les Américains refusent, comme c'est le cas, tant que les deux partis kurdes ne se sont pas réconciliés? *«Nous attendrons la bonne occasion de renverser Saddam Hussein... Ou peut-être devons-nous traiter avec le gouvernement irakien et essayer d'obtenir quelque chose de lui: nous n'allons pas nous mettre nous-mêmes dans une mauvaise situation et risquer de tout perdre»!* Quand on demande au commandant en chef adjoint des forces armées de l'UPK comment il peut dans la même phrase parler de préparer le renversement de Saddam Hussein avec les Américains et de négocier avec lui un statut politique pour les Kurdes, Jabar Femand répond sans se déconcerter : *«Les Américains ne nous laissent pas réaliser nos rêves... Que faire, si vous n'obtenez pas ce pour quoi vous vous battez ?»*

Paradoxalement, c'est un des hommes qui ont été le plus proches de Jelial Talabani qui analyse le mieux le désenchantement qui règne actuellement au Kurdistan: *«Quand nous étions dans les montagnes, nous avions de nombreux rêves, dit Nour Shirouane, qui a longtemps été le numéro deux de l'UPK, avant de prendre une semi-retraite en Angleterre, entrecoupée de brefs séjours au Kurdistan»*. *«Nous avons aujourd'hui de nombreuses milices, ajoute-t-il, mais nous n'avons pas de partis, nous n'avons pas de démocratie : j'ai passé toute ma vie dans le mouvement national kurde, et aujourd'hui je ne peux même pas aller à Erbil !»*... Parlant librement de la corruption qui sévit aujourd'hui au Kurdistan, Nour Shirouane, qui vient de publier un livre intitulé *Rêves ou Cauchemars* se montre très pessimiste sur la possibilité d'organiser des élections : *«Une rivière de sang nous sépare»*, dit-il, concluant l'entretien avec cette confiance étonnante : *«Il n'y aura jamais d'élections si Jelial Talabani n'est pas sûr de les gagner»!*

Qui est sûr de gagner des élections aujourd'hui au Kurdistan irakien? Certainement pas Jelial Talabani, qui n'est pas à même d'assurer la prospérité de la population vivant sous son autorité, une population de plus en plus lasse de cet interminable combat des chefs. Et pas davantage Massoud Barzani, menacé sur plusieurs fronts, par le PKK, par l'UPK et par une forte poussée islamique.

Pour faire face à la menace du PKK, le PDK de Massoud Barzani est obligé de quadriller le Badinan de positions militaires, de petits fortins ou de casemates, disposés le long des axes routiers et immobilisant des milliers de pechmergas — rappelant de façon étonnante le dispositif militaire mis en place dans cette région par le régime de Bagdad il y a vingt ans pour lutter contre... la guérilla kurde du PDK ! Dans le Badinan, le PKK contrôle encore les imposantes montagnes Matin et Gara, qui bordent la longue vallée au fond de laquelle serpente la route qui relie Barzan à Amadia et Dohok. Et des secteurs entiers sont abandonnés par le PDK au PKK, comme la route qui relie Sarsang à Bamarné, fermée en permanence à la circulation, ou la route qui s'enfonce depuis le bas de la côte de Barzan jusqu'à la frontière turque.

Autre coup de semonce pour le PKK de Massoud Barzani, le résultat des élections dans les associations d'étudiants au début de l'année dernière: à Dohok, les islamistes ont remporté 60% des voix dans les collèges de médecine et de la faculté de théologie, et sans obtenir la majorité des votes ils ont également obtenu des résultats impressionnants dans les autres collèges...

C'était clairement un vote de protestation des partisans de l'UPK, qui n'était pas représentée par une liste, et qui en votant pour la liste islamiste votaient d'abord contre le PDK ; c'était aussi pour beaucoup la possibilité de manifester leur écœurement devant l'enrichissement de certains chefs locaux du PDK qui font des fortunes dans divers trafics de contrebande (carburants, cigarettes, alcools) officielle ou non avec la Turquie: alors que la plupart des salariés doivent survivre avec des salaires de misère de 15 à 20 dollars par mois, certains profiteurs étalent un train de vie scandaleux et construisent de luxueuses demeures ou ouvrent des supermarchés comme il n'en existe pas dans le reste de l'Irak !

Mais ce vote reflète aussi une inquiétante percée islamiste dans le Badinan: si Massoud Barzani pouvait jusqu'à maintenant observer avec un certain détachement l'existence d'un «Mouvement Islamique du Kurdistan» basé à Halabja (ancienne place forte des communistes) où cheikh Ali, qui vient de succéder à son frère Cheikh Osman, dis-

pose d'une force de 1 500 à 2 000 combattants, il ne peut pas faire preuve du même détachement quand le mouvement islamique s'implante dans cette région que les Barzani ont toujours considérée comme leur bastion. *«Jusqu'à maintenant, nous ne savions trop comment réagir, explique un conseiller de Massoud Barzani, nous sommes tous musulmans, il était normal qu'ils aient leur activité, mais maintenant, les choses sont claires, c'est un parti qui reçoit des fonds importants de certains pays du Golfe, qui recrute une clientèle en distribuant aide et argent à des gens très pauvres, et nous ne devons pas avoir peur de nous opposer à eux et de les traiter comme n'importe quel autre parti politique».*

Interrogé sur les menées de certains mollahs qui interviennent dans les affaires publiques, comme le dénommé mollah Bechir à Erbil, Massoud Barzani lance un avertissement encore plus clair: *«Tant que les partis islamiques ne recourent pas aux armes et à la violence, et tant qu'ils poursuivent leurs activités de façon démocratique, nous ne les empêcherons pas d'agir comme les autres partis. Mais s'ils recourent à la violence, s'ils deviennent des terroristes, ni les gens ni les autorités ne le toléreront»...* Le long séjour que Massoud Barzani a fait l'année dernière à Dohok était prévu de longue date, affirme-t-on dans son entourage, et n'a rien à voir avec les gains des islamistes aux élections. Peut-être, mais le coup de balai effectué dans l'administration locale et la mise à l'écart d'un certain nombre de profiteurs notoires ne suffira pas à ramener la confiance. Pour que les partis traditionnels retrouvent leur prestige, il faut impérativement qu'ils mettent fin à leur querelle suicidaire et donnent à la population le sentiment d'œuvrer pour le bien-être de la communauté, en commençant par supprimer ce «mur de Berlin» hérissé de postes de contrôle qui sépare les deux zones sous l'autorité du PDK et de l'UPK. Les chefs kurdes doivent enfin réaliser que, pour la plupart de ses habitants, le «Kurdistan libre» est devenu, comme le dit amèrement le docteur Jelili Jelil, un Kurde d'Arménie venu voir le pays de ses ancêtres, *«une grande prison dans laquelle les prisonniers sont libres de tourner en rond»!*

Dans ce tableau assez noir se détache cependant un élément positif: depuis quelques mois, grâce à l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité des Nations unies, on assiste à un essor économique sans précédent au Kurdistan irakien.

Sur chaque milliard de dollars de pétrole vendu par Bagdad, 130 millions de dollars sont alloués aux Kurdes et dépensés au Kurdistan sous la supervision de l'ONU — pour la distribution de vivres et de médicaments, mais aussi dans le cadre de programmes de développe-

ment. Depuis l'acceptation de la résolution 986 par Bagdad, le Kurdistan a reçu 260 millions de dollars pendant chacune des trois premières phases de six mois. L'Irak a ensuite été autorisé à plus que doubler le montant de ses exportations de pétrole, mais les prix du brut ont considérablement baissé et, sans recevoir le double des fonds précédents, le Kurdistan a quand même reçu pendant les phases 4 et 5 une allocation considérable — environ 400 millions de dollars. Le Conseil de sécurité ayant approuvé la phase 6, le Kurdistan devait bénéficier de la même injection de fonds pendant la deuxième moitié de l'année 1999 — et probablement plus, les cours du pétrole ayant considérablement augmenté.

Malgré la tension entre le PDK et l'UPK, et l'existence de deux gouvernements rivaux à Erbil et Souleimania, les deux partis coopèrent — c'est le seul domaine dans lequel il y a une coopération effective — avec les Nations Unies pour gérer l'utilisation de ces fonds: depuis le 15 mars 1998, une commission mixte, dont la délégation kurde est dirigée alternativement par Shafiq Qazzaz (PDK) et Jemal Fouad (UPK), ministres des Affaires humanitaires, réunit régulièrement les huit agences des Nations Unies concernées et les deux gouvernements kurdes.

Comme le souligne Sadi Pira, ancien ministre des Affaires humanitaires de l'UPK, *«pour la première fois l'argent du pétrole kurde est utilisé par les Kurdes pour les Kurdes; auparavant l'argent du pétrole était utilisé par Bagdad pour acheter des armes contre nous»*. Partout dans le Kurdistan, dans les villages les plus reculés, on peut voir des panneaux indiquant que la construction d'écoles ou de cliniques, la réalisation d'un programme d'adduction d'eau ou la construction d'un générateur, a été réalisée dans le cadre de la résolution 986...

Certes, l'application de celle-ci n'a pas que des effets positifs : la distribution de vivres par le PAM (WFP) soulage certes considérablement la population, qui reçoit chaque mois un «panier alimentaire» peut-être imparfait, mais qui la met à l'abri de la faim et lui permet de consacrer ses maigres revenus à d'autres budgets; mais ces distributions de vivres, et en particulier la distribution de farine, ont un effet négatif sur l'agriculture locale, qui ne trouve plus de débouchés. Les dirigeants kurdes ne cessent d'attirer l'attention des responsables des Nations unies sur ce problème, qui risque d'amener de nombreux paysans kurdes à abandonner leurs exploitations et à venir gonfler la population inactive des villes: il faut mettre au point un système qui permette à l'ONU d'acheter le blé produit sur place, en le payant sur un

compte à l'étranger, comme le prévoit la résolution 986...

Ce détail important mis à part, non seulement les fonds de la 986 financent la réalisation d'un certain nombre de programmes cruciaux pour la population, mais ils font vivre des entreprises kurdes, génèrent des salaires et contribuent à la mise en place d'une administration kurde moderne et efficace. Ces investissements de plusieurs centaines de millions de dollars dans un pays de 3,3 millions d'habitants sont en train de changer la face du Kurdistan.

Chris Kutschera a écrit notamment Le défi kurde, Bayard-Editions, 1997 et Le mouvement national kurde, Flammarion, 1979.

Ce reportage a déjà été publié par El Mundo (Espagne) et Al Wasat (Londres).

